

A l'époque, ces idées étaient minoritaires et non mobilisatrices parce que la majorité silencieuse qui était censée y adhérer s'était abstenue de voter dans une large proportion. En outre, ces idées s'opposaient davantage les unes aux autres qu'au régime qu'elles prétendaient combattre.

Il n'y a jamais eu dans l'opposition algérienne un consensus sur ce qu'il y a lieu de mettre à la place du système qu'elle souhaite remplacer. Il n'y a aucun projet d'alternance consensuel et applicable, et j'ai bien peur qu'il n'y en aura pas de sitôt. On dirait que la finalité de l'action politique est d'instruire en permanence le procès du pouvoir, de publier des communiqués,

de signer des pétitions ou de faire, pour ceux qui le peuvent, une déclaration au micro d'une chaîne étrangère. Après ça, on rentre chez soi avec le sentiment du devoir accompli et la conviction que la révolution est en marche. Chaque fois qu'une tentative de regroupement s'est esquissée, elle a été aussitôt sabordée. Chaque parti suspecte les autres, chaque leader se méfie des autres, et tout le monde est habité par la hantise des «Services». Les partis en Tunisie et en Égypte ont tenu un même langage pendant les événements ; ils se sont rangés derrière les jeunes et aucun «zaïm» n'est apparu pour tenter de tirer à lui la couverture. Mais ces jeunes savaient où ils allaient, ils étaient dans la bonne direction.

Nous devons nous rendre à l'évidence qu'actuellement notre peuple n'est intéressé que par son quotidien difficile : il ne «veut pas d'histoires» ; il n'a que faire de «cette démocratie qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts» ; il veut juste «vivre», même si c'est d'une vie végétative. Ce n'est pas qu'il manque de courage, il en a jusqu'à l'inconscience ; ce n'est pas qu'il craint la mort, il l'a reçue ou vue de près. Il ne croit tout simplement plus en rien ni en personne. Pris un à un, tous les Algériens souhaitent le changement, mais à condition que ce soit les autres qui le fassent et en paient le prix, fidèles en cela aux enseignements de Djouha que tous connaissent par cœur. Si le sens du sacrifice ne leur a jamais manqué, c'est le sens social, le sens collectif, qui leur a toujours fait défaut. Bien avant l'apparition du multipartisme chez nous, je parlais des «açabiyate» qui minaient notre société. Aujourd'hui, elles sont encore là, intactes comme au premier jour.

En 1997, j'ai consacré un livre à l'analyse de cette problématique sous le titre de *L'Algérie entre le mauvais et le pire*. Nous y sommes toujours. En Tunisie, il n'y avait pas de «açabiyate» pour s'opposer à l'élan général et le faire avorter. Sinon, l'armée aurait été obligée d'intervenir pour imposer une solution, aussi mauvaise soit-elle. Les vingt dernières années auraient pu servir à favoriser chez nous l'avènement d'une vie politique rationnelle et préparer la relève, mais le «système» s'est ingénié à l'empêcher, tandis que les partis n'entendaient pas se départir de leurs «açabiyate» pour ne pas perdre leurs fonds de commerce.

Pour tenir dans la tempête, le pouvoir algérien est en train de revenir sur les mesures prises ces dernières années pour réduire la sphère de l'économie informelle, et a levé presque toutes les barrières bureaucratiques devant les jeunes porteurs de projets d'investissement. Il pense qu'il vaut mieux plier que rompre, céder à des revendications socioéconomiques que se retrouver avec une révolution sur les bras. Il paraît qu'on ne verbalise même plus les infractions automobiles, qu'on a enjoint aux policiers et aux gendarmes de ne plus «enquiquiner» les citoyens, qu'on a instruit le fisc de lever le pied de la pédale, qu'on a demandé à Sonelgaz et à Seal de ne pas couper le courant, le gaz et l'eau aux gens qui ne paient pas leur consommation... Il n'est pas loin de proposer aux Algériens ce que Kadhafi a offert aux Libyens au début de la crise : «Prenez l'argent du pétrole et répartissez-le entre vous.»

Cent milliards de dollars prélevés sur les réserves de change et divisés par trente-cinq millions d'Algériens, ça ferait 2 857 dollars par tête de pipe, soit environ 280 000 DA sur le marché parallèle. «*Men lahyatou bakharlou*» dit l'adage populaire. Et le pouvoir a trouvé pas mal de partis et de plumes pour acquiescer à cette «nouvelle politique économique». Une telle politique est irresponsable, démagogique, populiste, car elle ne procède pas du souci de construire une économie viable, pas plus que d'une subite compassion pour le peuple, mais d'une fuite en avant. Ce n'est pas une politique, mais une «boulitique», un jeu de dupes, un jeu du «*karr et de farr*», entre un peuple qui est disposé à «foutre la paix» au pouvoir si on le laisse faire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut et là où il veut, et un pouvoir qui est disposé à toutes les concessions pourvu qu'on ne le renverse pas. La règle de base, c'est qu'un pouvoir contesté doit vite s'amender ou partir, et qu'un peuple doit respecter les lois et règlements de son pays, dont la traçabilité des opérations commerciales et financières, l'acquittement des impôts, le respect de l'espace public et des règles d'urbanisme.

Le devoir d'un Etat est de former des citoyens conscients, attachés à leurs droits et à leurs obligations, et le devoir d'un peuple de se doter d'institutions légitimes dont il respectera les lois et approuvera les actes. Or, il n'y a qu'à scruter notre vie nationale pour se rendre compte que les deux conditions ne sont pas remplies. Si un pouvoir tolère qu'on viole ou contourne les lois pour que le peuple ne se soulève pas, et qu'un peuple s'accommode d'un pouvoir contesté parce qu'il le laisse faire ce qu'il veut, c'est la fin programmée aussi bien du pouvoir que du peuple.

Il n'y a pas meilleur moyen de tuer l'économie, les valeurs morales, la nation et l'Etat. Il n'y aura plus qu'à les enterrer dans une fosse commune. Le talon d'Achille de l'Algérie a toujours résidé dans les politiques économiques suivies. Ces politiques (en fait il n'y en a eu qu'une seule, le dirigisme à toutes les sauces) ont en commun d'avoir reposé sur une anomalie, une rente éphémère, un équilibre bancal. Ce qui s'est fait dans leur cadre n'a jamais tardé à se détricoter, à se décomposer, à s'évanouir, comme tout ce qu'on attache avec des brindilles, ou colle avec de la salive.

En effet, l'Algérie vit depuis l'indépendance de la vente du pétrole et du gaz. Avec les devises que cela lui rapporte, elle achète à l'étranger de quoi nourrir, soigner, équiper, ins-

aussi les auteurs de cette «boulitique» ne seront pas là pour en répondre.

Dans vingt ans, notre pays comptera cinquante millions d'habitants au moins et il lui faudra, pour maintenir au niveau actuel la satisfaction de ses besoins, dépenser chaque année quelque quatre-vingt milliards de dollars. Car il faudra ajouter aux importations actuelles le pétrole et le gaz que nous ne produisons plus. Où trouver cet argent ? Pourrions-nous d'ici-là construire une économie capable d'exporter pour quatre-vingts milliards de dollars ? Les deux-tiers du budget de l'Etat pour payer les fonctionnaires, les enseignants, les bourses d'étudiants, les militaires, les gendarmes, les policiers, les douaniers, les pompiers, les médicaux et paramédicaux, les imams, les pensions des moudjahidine et ayants droit, les retraités, les missions diplomatiques à l'étranger et tant d'autres services publics et agents de l'Etat, proviennent de la fiscalité pétrolière. Par quoi les remplacerons-nous ? Imagine-t-on ce qui se passera quand l'Etat ne sera plus en mesure de subventionner les produits de première nécessité, de financer la santé, l'enseignement, les programmes d'équipement et de logement ? Quand le secteur économique public et privé fermera ses unités de production faute de matières premières et d'équipements industriels importés, entraînant le chômage de millions de travailleurs ?

C'est ce jour-là que la révolution sans la démocratie, que la méga-émeute, qu'un «*houl*» de l'intensité du séisme doublé d'un tsunami qui a frappé le Japon surviendront. C'est alors que l'Algérie, du nord au sud et de l'est à l'ouest, se soulèvera.

Les fonctionnaires non payés abandonneront leurs postes ; on s'entreteuera «*zenga, zenga*» pour une baguette de pain, une pièce de monnaie, une boîte de médicament, un vêtement ; les magasins seront pillés ; des hordes envahiront postes de police et de gendarmerie pour s'emparer des armes ; il n'y aura plus d'Etat et plus de postulants au pouvoir... Et lorsque les villes seront devenues invivables, comme dans *Mad Max* ou d'autres films apocalyptiques, chacun retournera au bled de ses origines.

Les archs, les douars, les méchtas, les tribus redeviendront nos modes de structuration, le pastoralisme redeviendra notre mode de production, le nomadisme reprendra, le parc auto paralysé par le manque de pièces ou de carburant nous obligera à revenir aux ânes, mulets, chevaux et autres chameaux.

Une consolation cependant, et même une distinction : nous serons le peuple le plus écolo et le plus bio de la planète.

Nous sommes libres depuis à peine un demi-siècle que nous voyons déjà se profiler à l'horizon le spectre de la faillite générale. Nous aurons fait une brève incursion dans l'histoire, nous aurons connu pour peu de temps la vie nationale et moderne. De toute façon, au cours des vingt derniers siècles, nous avons vécu plus longtemps sous domination étrangère que libres. Bennabi parlait jadis de «colonisabilité» et de «boulitique».

Les événements actuels nous ont montré (en m'excusant du recours à des barbarismes) qu'on n'est «despotisé» que si l'on est «despotisable». Mais, avant tout le monde, le Prophète avait dit : «Tels vous serez, tels vous serez gouvernés.» Les mutations et les avancées que connaît le monde arabe montrent que nous serons encore une fois les derniers de la classe, comme nous le sommes déjà dans presque tous les domaines. Le pouvoir en n'anticipant pas, le peuple en ne s'organisant pas.

Quand donc prendrons-nous conscience ? Quand donc nous réveillerons-nous à la vérité, aux réalités, et nous mettrons-nous à travailler sur tous les fronts, sur tous les plans, à conjurer un tel sort ? Quand j'étais petit, j'ai entendu plusieurs fois ma vénérée mère faire état d'une prédiction qu'elle avait elle-même entendue dans son enfance de la bouche de ses parents dans les années quarante. Selon cette

prédiction, la France quitterait l'Algérie avant la fin du siècle, mais notre pays serait conquis par un «djans sfar» (une race jaune). Tout jeune que j'étais, ces propos m'avaient frappé et c'est pour cela que je ne les ai jamais oubliés. Ces dernières années, devant l'extraordinaire essor de la Chine dans le monde et la présence de plus en plus nombreuse de ses ressortissants chez nous, je me suis parfois demandé si cette prémonition s'appliquait à l'invasion de notre marché par les produits et la main-d'œuvre chinois, ou à autre chose qui se cacherait dans le halo qui entoure l'avenir.

Dans vingt ans, la Tunisie continuera de subvenir à ses besoins en comptant, comme elle le fait depuis son indépendance, sur ses capacités à couvrir ses importations avec ses recettes d'exportations, ses rentrées du tourisme et les transferts de ses immigrés. Elle continuera de payer les agents de l'Etat avec les impôts de ses citoyens. Pourquoi exporte-t-elle dix fois plus que nous (hors-hydrocarbures) ? Pourquoi ses immigrés envoient-ils au pays leurs économies par les canaux bancaires, et pas les nôtres ? Pourquoi notre tourisme est-il famélique ? Pourquoi nos commerçants et industriels déclarent-ils (pour ceux qui déclarent) le tiers ou moins de leur chiffre d'affaires ? Qu'avons-nous fait de vrai, de durable, de définitif depuis cinquante ans ? A-t-on bâti l'homme, cette ressource primordiale, ce bien le plus précieux d'une nation ? De quoi y a-t-il

Le problème qui se posait à l'Algérie en octobre 1988 se pose toujours dans les mêmes termes : comment instaurer une démocratie en l'absence d'une opinion publique définitivement gagnée aux idées démocratiques ?

lieu d'être fier ? De notre marché noir ? De nos constructions illicites ? De notre incivisme ? De notre inclination à la fraude, au travail mal fait et à la violence ? De nos harraga (le mot est déjà dans le Larousse, témoignant de notre apport aux langues modernes) ? Des scandales de la corruption qui feraient passer Ben Ali pour un «mange petit» ?

Ces questions, je les posais déjà dans un article publié en octobre 1979 dans *El-Moudjahid* sous le titre «Le génie des peuples» où j'écrivais : «Le génie d'un peuple, c'est sa marque particulière, ce par quoi il brille par rapport aux autres peuples, sa manière positive et créatrice de vivre sa chance d'exister dans l'Histoire ; ce sont ses triomphes sur la nature et sur lui-même, ses réalisations techniques et spirituelles, ses découvertes scientifiques et sociales, son apport au reste de l'humanité, sa poésie de la vie, sa prestance architecturale... Le génie des peuples n'est donc pas une fiction, une «qualité» vague et indéterminée, un artifice du langage politique, mais une réalité, une sublime réalité prouvée et reconnue de tous. Certes, la conjonction de l'ignorance et de la démagogie peut en faire un slogan, une flatterie, un mythe, et elle l'a fait, mais en général ce genre de slogan, de flatterie et de mythe ne dure pas, ne résiste pas à la critique... Qu'est-ce qui fait notre «génie» ? Par quoi nous distinguons-nous des autres ? Quelle idée a-t-on de nous à travers le monde ? Que dit-on de nous dans les rapports diplomatiques ? En quoi consiste ce «génie» dont on nous a tant rebattu les oreilles ?... Nous nous comportons exactement comme si la vie devait cesser avec nous.

Tout nous est indifférent tant que cela ne touche pas nos intérêts ; délits et crimes de toutes natures se commettent sous nos yeux, sinon avec notre approbation, du moins avec notre tacite complicité... «*Hchicha talba maïcha*», «*haff taïch*» et bien d'autres tournures du même crû fournissent à notre comportement leur justification «philosophique»... L'Algérien est sorti de l'ère pré-économique pour tomber dans l'économisme. Celui-ci nous a avilis, abrutis, dénaturés. Il nous a précipités dans un ilotisme sans nom, il nous a réduits à l'état honteux de consommateurs, de tubes digestifs...» C'était il y a trente-deux ans.

N. B.
A suivre :
VI) Que veut le peuple ?